

Exposé lors de la conférence de presse pour la présentation du rapport sur les effets de la libre circulation des personnes sur le marché du travail suisse et les prestations sociales / Berne, le 24 juin 2024

«L'immigration UE/AELE crée dans une large mesure de la richesse dans le pays»

Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse

Seul le texte prononcé fait foi

L'immigration en provenance de l'UE/AELE est fortement liée au marché du travail et apporte une contribution indispensable à la création de prospérité en Suisse. Une prospérité à laquelle beaucoup se sont désormais tellement habitués qu'ils semblent parfois oublier qu'elle n'est pas acquise d'avance. Elle est en effet créée par les innombrables petites, moyennes et grandes entreprises suisses hautement compétitives et leurs collaborateurs.

En comparaison avec des pays comme l'Autriche, les Pays-Bas ou la Norvège, la croissance de l'emploi en Suisse dépend fortement de l'immigration. Cela s'explique notamment par le fait que la promotion du potentiel de main-d'œuvre indigène est au point mort dans notre pays. Cela s'explique d'une part par les taux d'emploi déjà élevés et d'autre part par des conditions-cadres politiques insuffisantes. Pour l'Union patronale suisse, il est incontestable qu'il faut exploiter en priorité les potentiels qui existent encore dans le pays. Mais la réalité est aussi que, malgré tous les efforts déployés dans le pays, le marché suisse du travail continuera à dépendre de la main-d'œuvre étrangère.

L'une des tâches principales de toute économie est de garantir l'accès au marché du travail au plus grand nombre possible de personnes dans des conditions appropriées. En raison du taux d'activité déjà élevé dans notre pays, les coûts peuvent être en partie élevés. Mais renoncer à des potentiels jusqu'ici inexploités a aussi un prix. Une [étude](#) réalisée par l'Union patronale suisse en collaboration avec le Centre de recherches conjoncturelles et le BSS Bâle montre que le prix des postes vacants résultant de la grave pénurie de main-d'œuvre est loin d'être négligeable. Les estimations contenues dans le document montrent ainsi que les durées excessivement longues de vacance des postes à la suite de la pandémie de Corona ont à elles seules coûté à l'économie suisse près de 5 milliards de francs suisses par an en termes de performance économique.

L'immigration permet la croissance de l'emploi et donc la prospérité

Les augures peuvent se tromper, mais il y a rarement eu autant d'unanimité que sur les prévisions concernant la pénurie de main-d'œuvre qui se dessine. Malgré une participation relativement élevée de la population locale au marché du travail, la demande de main-d'œuvre des entreprises ne peut pas être satisfaite dans de nombreux pays européens, ou seulement de manière insuffisante. Heureusement, les personnes issues de l'UE/AELE sont largement attirées par le marché du travail suisse, même en comparaison avec la plupart des autres pays européens, et contribuent ainsi à la création de richesses. Ainsi, l'immigration en provenance des pays de l'UE/AELE est un moteur de prospérité éminemment important pour la Suisse.

En fin de compte, c'est une question politique de savoir si dans quelle mesure la population locale est prête à accepter l'immigration. Il est cependant malhonnête de suggérer aux électrices et électeurs que la prospérité va de soi - comme le font effrontément certains cercles politiques dans le débat sur

l'immigration. Le fait est qu'une réduction de l'immigration a un coût, tant sur le plan financier que sous la forme d'une insécurité accrue.

L'immigration, pilier central des petites économies prospères

L'année dernière, environ 68'000 ressortissants de l'UE/AELE ont immigré en Suisse. Ce flux migratoire élevé - également en comparaison européenne - n'est toutefois pas atypique pour les petites économies ouvertes et prospères comme la Suisse. Ainsi, l'immigration occupe également une place importante dans des économies européennes comparables, comme celles de l'Autriche, des Pays-Bas ou de la Norvège.

Les immigrés en provenance des pays de l'UE/AELE ne sont pas seulement plus qualifiés que la moyenne, ils obtiennent également des revenus supérieurs à la moyenne et soutiennent l'économie intérieure par leur consommation. De plus, la concurrence accrue sur le marché du travail pour donner suite à l'immigration de ces dernières années a conduit les Suissesses et Suisses à se qualifier de plus en plus. En conséquence, le marché du travail ne manque pas seulement de personnel hautement qualifié, mais aussi de travailleurs au profil de qualification plutôt faible. Dans des secteurs comme l'hôtellerie-restauration, le bâtiment ou l'industrie, cette pénurie est également comblée par du personnel en provenance de l'UE/AELE. L'immigration liée au marché du travail est indispensable pour ces branches, pour lesquelles l'accès aux ressortissants de pays tiers n'est que partiellement ouvert en raison des critères d'admission élevés.

L'analyse du Secrétariat d'État à l'économie montre également que même les immigrés de pays tiers qui n'entrent pas en Suisse dans l'intention d'y travailler sont bien mobilisés sur le marché du travail en comparaison transversale avec d'autres pays. Leur taux d'activité est plus élevé que dans des pays de comparaison comme l'Autriche, les Pays-Bas ou la Belgique. Ce constat est important, d'autant plus que ce potentiel devrait gagner en importance à l'avenir. Aujourd'hui déjà, des efforts sont déployés, par exemple sous la forme de projets pilotes coordonnés par la Confédération ou du préapprentissage d'intégration, afin d'intégrer le plus rapidement et le plus durablement possible les réfugiés établis ici sur le marché du travail. Ils peuvent ainsi non seulement contribuer à atténuer la pénurie de main-d'œuvre, mais aussi à s'affranchir à moyen terme de la dépendance de l'aide sociale.

Recul du nombre de personnes prêtes à migrer dans l'espace UE/AELE

Pratiquement tous les pays occidentaux sont confrontés à l'évolution démographique et donc à une pénurie de main-d'œuvre. Il n'est donc pas surprenant que le potentiel de personnes dans l'espace UE/AELE qui aspirent à une migration liée au marché du travail diminue. La Suisse devrait également en ressentir les effets. En tant que petit pays au cœur de l'Europe, la Suisse peut toutefois continuer à compter sur des atouts bienvenus dans la concurrence pour la main-d'œuvre. Ainsi, le niveau élevé des salaires et la bonne qualité de vie devraient être des raisons décisives pour les immigrants de s'installer dans notre pays pour y travailler.

L'immigration UE/AELE soutient durablement les assurances sociales

Les immigrés originaires de l'UE/AELE contribuent proportionnellement davantage aux assurances sociales par répartition (AVS, AI et APG) qu'ils n'en perçoivent de prestations. Cela s'explique essentiellement par le fait que ces personnes sont en âge de travailler et donc tendanciellement plus jeunes par rapport à l'ensemble de la population. Pour cette raison, et grâce à un taux d'activité relativement élevé, elles contribuent plus que la moyenne au financement des assurances sociales.

Alors qu'il n'était pas encore clair si ce point de vue était valable non seulement à court, mais aussi à long terme, une nouvelle étude scientifique¹ met en lumière des résultats réjouissants. Les auteurs y démontrent que le bilan des immigrés devrait rester positif malgré les futurs droits à la retraite. La raison principale en est la structure de la population rajeunie par l'immigration. Même si ce rajeunissement s'atténue d'ici 2070, l'immigration continue de contribuer aux assurances sociales dans une proportion supérieure à celle des prestations que ces personnes percevront.

La situation est un peu moins positive en ce qui concerne l'assurance chômage. Les immigrés y sont en moyenne des bénéficiaires nets. Comme les années précédentes, cela s'explique principalement par le nombre élevé de personnes exerçant des professions avec des taux de chômage supérieurs à la moyenne. Les ressortissants de l'UE/AELE sont par exemple plus souvent actifs que la moyenne dans des emplois saisonniers. Un point positif est que les différences de taux de chômage entre les nationaux et les immigrés sont restées largement stables au fil des ans. Au cours de l'année sous revue, les deux taux ont atteint leur plus bas niveau historique.

La prochaine attaque contre la libre circulation des personnes est imminente

L'analyse du Secrétariat d'État à l'économie montre une fois de plus que l'immigration en provenance de l'UE/AELE est un pilier absolument central de la prospérité de ce pays! Jusqu'ici, tout va bien: les attaques contre la libre circulation des personnes et, par conséquent, contre les accords bilatéraux avec l'UE sont presque aussi fréquentes. Avec l'initiative pour la durabilité, la prochaine remise en question – cette fois-ci dénaturée au point d'être méconnaissable - contre l'ALCP est imminente. La situation de départ ne pourrait pas être plus claire: si le peuple suisse décide de restreindre l'accès futur à la main-d'œuvre de l'UE/AELE, les conséquences seront dramatiques non seulement pour les entreprises, mais aussi et surtout pour chacun d'entre nous. La prospérité, considérée jusqu'ici comme une évidence, ne sera alors bientôt plus «plus garantie».

PLUS D'INFORMATIONS

Prof. Dr Roland A. Müller

Directeur

+41 79 220 52 29, roland.mueller@arbeitgeber.ch

Dr. Simon Wey

Économiste en chef

+41 79 171 73 17, wey@arbeitgeber.ch

¹ Favre, Sandro ; Föllmi, Reto ; Zweimüller, Josef (2023). *Migration et assurances sociales. Un regard sur le 1er pilier et les allocations familiales*. Contributions à la sécurité sociale. Rapport de recherche n° 6/23, Berne, Office fédéral des assurances sociales (OFAS).